



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 48 – 21 OCTOBRE 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

MALI-COTE
D'IVOIRE :
LA BAFD FINANCE
LES TRAVAUX
D'AMELIORATION
DE L'AXE ROUTIER
BAMAKO-SAN
PEDRO

SAHEL :
USAID S'ALLIE AVEC
I&P

SIERRA LEONE :
LE GOUVERNEMENT SE
LANCE DANS UNE CURE
D'AUSTERITE

MALI :
INAUGURATION DE LA
STATION COMPACTE
D'EAU DE KABALA

MOZAMBIQUE :
CGG REMPORTE UN
CONTRAT
D'ACQUISITION DE
DONNEES SISMIQUES AU
PROFIT DE L'INSTITUTO
NACIONAL DE
PETROLEO

BURKINA :
INAUGURATION DE LA
PREMIERE USINE DE
LAMPES SOLAIRES DU
PAYS

LES 10 START-UP QUE
LA FRANCE VEUT
METTRE A L'HONNEUR
AU SOMMET AFRIQUE-
FRANCE DE BAMAKO

COMORES : UN
NOUVEAU RESEAU DE
FIBRE OPTIQUE POUR
LE DEVELOPPEMENT DE
L'ECONOMIE
NUMERIQUE

CAMEROUN :
23 ENTREPRISES
LOCALES AUTORISEES A
EXPORTER EN
FRANCHISE DE DOUANE
DANS LA ZONE CEEAC



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ UE - SADC : entrée en vigueur provisoire de l'APE

L'Accord de Partenariat Economique (APE) entre l'Union européenne et 5 pays de la SADC (*Southern African Development Community*) - l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland - est entré provisoirement en vigueur le 10 octobre dernier, dans l'attente de la ratification par les Etats membres de l'UE. L'entrée en vigueur pour le Mozambique, également partie prenante de l'accord, sera effective une fois que la procédure de ratification aura abouti. L'Angola a un statut d'observateur et pourra adhérer à l'accord dans l'avenir.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Sahel : USAID s'allie avec I&P

La structure *Partnering to Accelerate Entrepreneurship* (PACE) de l'agence américaine USAID vient d'annoncer une nouvelle coopération sur trois ans avec le groupe français I&P pour accompagner une cinquantaine de PME et start-up dans la région sahélienne. Ce partenariat concerne spécifiquement trois sociétés d'investissement sponsorisées par I&P : Sinergi Niger, Sinergi Burkina et Teranga Capital (Sénégal). Ces trois sociétés recevront un financement initial d'1,17 M USD pour accompagner, avec des financements allant de 30 000 à 300 000 EUR, plus de 50 PME et start-up des trois pays. Selon les prévisions, ce projet pourrait permettre de créer plus de 2 000 emplois dans la région.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ La BAfD accorde un prêt de 310 M USD au groupe Ecobank

La Banque africaine de développement (BAfD) a accordé un prêt de 310 M USD au groupe bancaire panafricain Ecobank, basé à Lomé. Le groupe connaît des difficultés en raison de la dégradation de la situation économique au Nigeria, son principal marché. Ce prêt s'insère dans la stratégie globale de la BAfD qui entend favoriser le développement du secteur financier régional, pour soutenir le commerce régional et faciliter l'accompagnement des entreprises dont les activités sont encore limitées à l'Afrique subsaharienne.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Océan Indien : signature d'un plan d'actions pour la valorisation de la pêche du thon

Un protocole a été signé le 11 octobre entre la République des Seychelles, la République de Maurice, l'industrie thonière et les sociétés de pêche pour la promotion et la valorisation de la pêche du thon dans l'océan Indien. L'objectif de cet accord est d'inscrire les activités liées à la pêche dans une perspective durable, en particulier concernant la gestion des stocks de poissons, le respect des écosystèmes et la gouvernance des pêcheries. Sa mise en œuvre se fera en étroite collaboration avec la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI). La zone de pêche concernée représente environ 20 % des prises de thons dans le monde.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du COMESA**

Le 19^{ème} sommet des chefs d'Etats et de gouvernements du *Common Market for Eastern and Southern Africa* (COMESA) s'est tenu à Antananarivo du 10 au 19 octobre 2016. A cette occasion, Madagascar a pris la présidence du COMESA. Le conseil des ministres du COMESA a par ailleurs adopté son plan stratégique à moyen terme pour 2016-2020 qui vise à contribuer à la transformation des économies des États membres du COMESA à travers le commerce intra régional, les investissements et le développement des infrastructures régionales. Deux présidents ont participé à ce sommet, Robert Mugabe et Edgar Lungu.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **BGFI Bank holding corp., première banque en Afrique centrale en 2015**

Dans le classement des 200 premières banques africaines paru dans le dernier numéro hors-série du *Jeune Afrique Economie*, on retrouve 11 banques d'Afrique centrale dont 5 camerounaises, 2 gabonaises, 2 équato-guinéennes, une congolaise et une de la RDC. La BGFIBank holding corp (56^{ème} en Afrique) avec un PNB de 364 M USD arrive en tête et est suivie par sa filiale gabonaise (124^{ème} en Afrique). Viennent ensuite la CCEI Bank GE (filiale d'Afriland first Bank), Afriland first Bank (154^{ème}) et la Société générale Cameroun (157^{ème}).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : recul du rand suite à la convocation au tribunal du ministre des Finances

Le 11 octobre, la *National Prosecuting Authority* a annoncé la convocation devant le tribunal du ministre des Finances, Pravin Gordhan. Ce dernier doit répondre aux allégations concernant le paiement anticipé de la retraite (79 000 USD) d'un ancien sous-commissaire (Ivan Pillay) puis sa réembauche en tant que consultant, lorsque Pravin Gordhan était le chef de service du *South African Revenue Service (SARS)*. Cette convocation a provoqué un recul significatif du rand (-3,2 % entre le 11 et le 12 octobre avant de se reprendre en partie par la suite) et du *Johannesburg Stock Exchange* ainsi qu'une augmentation des rendements sur les obligations souveraines sud-africaines.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : progression de la production manufacturière et minière en août

En août, la production manufacturière a progressé de 2,2 % en g.a après -0,3 % en juillet, soit au-dessus des anticipations des marchés (+1,3 %), portant la hausse moyenne de la production sur les 8 premiers mois de l'année à 1,5 % en g.a après -0,1 % en 2015. En rythme mensuel corrigé des variations saisonnières, la production manufacturière s'est contractée pour le 2^{ème} mois consécutif de -1 % en août après -1,9 % en juillet. En parallèle, la production minière s'est également repliée, pour le 12^{ème} mois consécutif mais dans une moindre mesure, à -0,2 % en g.a en août après -5,4 % en juillet (-6,9 % en moyenne sur les 8 premiers mois de l'année 2016).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : progression du niveau des réserves de change en septembre

En septembre, les réserves de change au sens large (devises, or et DTS) ont progressé de 3,4 % par rapport à août à 47,2 Mds USD, soit 7 mois de couverture des importations. Si les augmentations du niveau des réserves en or (+0,9 % à 5,3 Mds USD) et des DTS (+0,1 % à 2,5 Mds USD) ont été modestes, les réserves en devises ont connu une progression plus soutenue (+3,9 % à 39,4 Mds USD) grâce notamment à l'augmentation des prêts en devises au profit de l'Afrique du Sud et à l'arrivée à maturité d'opérations de swap en devises effectuées dans une optique de gestion des liquidités.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : 20^{ème} mois consécutif de hausse de l'inflation à 39,4 % en septembre

En septembre, l'inflation a de nouveau fortement augmenté, à 39,4 % en g.a. après 38,2 % en août. L'accélération des prix traduit avant tout la faiblesse du kwanza (-18,4 % depuis janvier par rapport à l'USD). En rythme mensuel, la progression des prix est restée rapide à +2,1 % en septembre après +3,3 % en août, bien au-delà de la hausse mensuelle moyenne de +1,1 % de l'an passé. Le FMI prévoit un taux d'inflation de 33,7 % pour cette année. Dans ce contexte, les autorités devraient maintenir l'orientation restrictive de la politique monétaire pour contenir l'inflation au risque de déprimer encore davantage l'activité.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : baisse des réserves de change

En septembre, les réserves nettes de change se sont contractées de -1 % sur le mois s'établissant à 22,9 Mds USD, portant la contraction sur un an à -3,6 %. Dans les mois qui viennent, les réserves risquent de se rapprocher du seuil minimal fixé par la Banque centrale (20 Mds), conséquence de la baisse des recettes d'exportations en USD due à la faiblesse des cours du pétrole.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : hausse de l'inflation pour le 16^{ème} mois consécutif à 24,9 % en g.a en septembre

En hausse continue pour le 16^{ème} mois consécutif, l'inflation s'est établie à 24,9 % en g.a en septembre après 22 % en août, portant la hausse moyenne des prix à +17,2 % en g.a sur les 9 premiers mois de l'année. Cette nouvelle accélération des prix résulte surtout de l'envolée des prix alimentaires (+40 % en g.a, pesant pour 45 % de l'indice des prix) mais reste aussi entretenue par les hausses des tarifs administrés et la baisse de la devise locale qui a perdu 45,9 % par rapport à l'USD depuis le début de l'année. En rythme mensuel, les prix ont crû de 2,7 % contre 1,3 % en août. Sur l'année, le FMI anticipe un taux d'inflation moyen de 16,7 % (au plus haut depuis 1996).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : la Chine devient le premier investisseur étranger dans le pays

Au 1^{er} trimestre 2016, la Chine est devenue le 1^{er} investisseur étranger au Mozambique avec 154 M USD investis (sur un flux total d'IDE de 304 M USD), soit 50,6 % des investissements directs étrangers entrants (IDE) dans le pays. Les autres principaux pays investisseurs sont l'Afrique du Sud (45 M USD), l'île Maurice (29 M USD), le Royaume-Uni (29 M USD) et le Portugal (14 M USD).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Malawi : baisse de l'inflation à 21,2 % en g.a en septembre, au-dessus de 20 % depuis juin 2015

En septembre, l'inflation a diminué à +21,2 % en g.a après +23,5 % en août, s'inscrivant au-delà du seuil des 20 % pour le 15^{ème} mois consécutif. Sur les 9 premiers mois de l'année, le taux moyen d'inflation atteint 22,4 %, et ce, en dépit de l'orientation restrictive de la politique monétaire (maintien du taux directeur à 27 % début août). Les prix sont tirés par la hausse des prix alimentaires et par l'impact de la dépréciation du kwacha sur le coût des intrants.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : légère progression de l'inflation en septembre à 6,9 % en g.a

En septembre, l'inflation a légèrement augmenté à 6,9 % après 6,8 % en août, portant la hausse moyenne des prix à 6,5 % sur les 9 premiers mois de l'année (contre 3,4 % en moyenne l'an passé). Au-dessus de la cible 3-6 % de la *South African Reserve Bank* (suivie par les autorités monétaires namibiennes compte tenu de l'ancrage du dollar namibien au rand) pour le 8^{ème} mois consécutif, les prix sont tirés par les postes alimentation (+12 % en g.a pesant pour 16,5 % de l'indice des prix à la consommation), logement, eau, électricité, gaz et autres carburants (+8 %, 28,4 % de l'IPC), et hôtellerie (+9,5 %, 1,4 % de l'IPC).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso et Niger : commerce extérieur avec la France

Sur la période janvier-août 2016, les exportations de la France vers le Burkina sont en baisse de 15 % (par rapport à la même période en 2015), à 153 M EUR, à l'instar des exportations vers le Niger, en baisse de 13 %, à 86 M EUR. A l'échelle subsaharienne, le Burkina reste le 15^{ème} pays importateur de produits français (153 M EUR) et le Niger le 21^{ème} (86 M EUR). Le Burkina est le 27^{ème} pays exportateur vers la France (11 M EUR), tandis que le Niger occupe le 7^{ème} rang (179 M EUR). Enfin, le Burkina représente le 11^{ème} solde positif de la France (142 M EUR), alors que le Niger est son 5^{ème} solde négatif (-93 M EUR).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap Vert : Standard & Poor's maintient la note B du pays

Standard & Poor's (S&P) maintient la note B du Cap Vert et revoit de négative à stable, les perspectives du pays. Cette évolution est soutenue par la bonne dynamique économique, la réduction des déficits budgétaire et externe et la stabilité politique. L'agence note toutefois que le risque souverain pourrait être affecté par les déséquilibres budgétaires et extérieurs et la dépendance du tourisme vis-à-vis des économies européennes. S&P prévoit que la dette du pays atteindra 125 % du PIB fin 2016, le classant au sixième rang des pays les plus endettés dans le monde. Les trois quart de cette dette, dont la majeure partie a été contractée pour de longues échéances et à taux d'intérêt bas, sont libellés en devises.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : lancement d'un emprunt obligataire de 152 M EUR

L'Etat ivoirien a émis un emprunt obligataire de 100 Mds FCFA (152 M EUR) sur la Bourse régionale des valeurs mobilières. Cette émission est d'une maturité de dix ans, avec un taux d'intérêt de 5,9 %. Selon le Trésor, les fonds qui seront levés serviront au financement des investissements prévus au budget 2016 et au refinancement des titres antérieurement émis par l'Etat ivoirien. C'est la troisième émission depuis le début de l'année, après de celles de mars (125 Mds FCFA, soit 190 M EUR) et d'août (obligation islamique *sukuk* de 228 M EUR).

✉ saint-jerôme.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : accord pour un nouveau programme économique avec le FMI

Les autorités ivoiriennes et le FMI sont parvenus à un accord pour la mise en place d'un nouveau programme économique triennal (2016-2019) qui sera financé, à hauteur de 650 M USD (représentant 75 % de la quote-part du pays), par un mix de ressources concessionnelles (FEC) et de ressources non concessionnelles (MEDC). Il vise à accompagner le pays dans la mise en œuvre de son plan national de développement. L'accord doit être approuvé par le conseil d'administration du Fonds en décembre prochain. Les projections retenues tablent sur un taux de croissance moyen de 7,6 % sur les trois prochaines années. Le déficit budgétaire, attendu à 4 % en 2016, doit converger vers 3 % d'ici 2019.

✉ saint-jerôme.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : le FMI indique un taux d'endettement de 93 % du PIB**

Selon le directeur du département Moyen Orient, Asie centrale et Afrique du Nord du FMI, la dette globale (y compris celle due au Koweït) de la Mauritanie représente actuellement 93 % du PIB du pays. Sans la dette passive due au Koweït, ce ratio se situerait à 73 %. La dette extérieure du pays atteindrait 84 % du PIB (y compris la dette koweïtienne), dépassant la moyenne africaine qui se situe à 50 % du PIB.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : projet de loi de finances 2017**

Le ministre délégué au Budget vient de présenter devant l'Assemblée nationale le projet de loi de finances 2017. Ce budget s'élève à 1 809 Mds FCFA (2 758 M EUR), soit une hausse de 0,13 % par rapport à 2016. Les hypothèses sur lesquelles est bâti ce projet reposent sur un contexte international plus favorable qui permettrait une meilleure mobilisation des ressources extérieures nécessaires à la mise en œuvre du Programme Renaissance 2 du gouvernement. A noter qu'au 1^{er} semestre 2016, le recouvrement des ressources extérieures a été difficile, en raison notamment d'un manque à gagner dans les secteurs miniers (baisse des cours du pétrole) et dans le commerce transfrontalier (instabilité de la devise nigériane, le naira).

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Sénégal : deuxième plus fort taux de croissance économique dans l'UEMOA**

Le Sénégal devrait avoir sur la période 2015-2016 le deuxième plus fort taux de croissance économique de l'UEMOA, avec 6,5 % en 2015 et 6,6 % attendu en 2016, selon le ministère de l'Economie, derrière la Côte d'Ivoire (8,6 % en 2015 et 8,5 % en 2016). Les autorités expliquent ces résultats par les effets positifs des réformes engagées, notamment celle des finances publiques avec la gestion axée sur les résultats et surtout avec l'introduction du budget programme.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : évaluations de la dégradation de la situation du système bancaire**

Selon la Banque d'investissement Arqaam Capital, le secteur bancaire nigérian connaîtrait une « véritable crise financière ». Les stress tests menés par la banque d'investissement révèlent que 7 établissements bancaires nigériens seraient sous-capitalisés, avec un déficit du système financier qui atteindrait 1000 Mds NGN (3,2 Mds USD). L'agence de notation Moody's prévoit que le taux de prêts non-performants atteindra 12 % au cours des 12 prochains mois. Selon Moody's, les cinq plus grosses banques du pays, qui comptent pour 57 % des actifs du système bancaire, sont capables d'absorber leurs pertes sous le scénario de stress le plus sévère.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : recul de l'activité industrielle de 5 % au deuxième trimestre**

Elle avait progressé de 6 % au troisième trimestre 2015 et de 1,4 % au premier trimestre 2016. Deuxième contribution au PIB après les services, l'industrie connaît un fort ralentissement de sa croissance depuis 2011 (pic de 54,4 % au troisième trimestre 2011), principalement en raison de la crise énergétique qui a renchérit l'électricité, du coût élevé d'accès au crédit (le taux directeur est de 26 %, avec actuellement un taux moyen pratiqué par les banques autour de 33 %) et de la forte dépréciation du cedi, notamment en 2014 et 2015 (-20 % pour 2015).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : le gouvernement se lance dans une cure d'austérité

D'après l'agence de presse Reuters, le gouvernement sierra-léonais a annoncé vouloir réduire les dépenses de fonctionnement de 30 %, mettre en pause les projets d'investissement financés au niveau domestique et interdire les achats par le secteur public de véhicules et de matériels de bureau dès cette année. Destiné à réduire le coût de la gouvernance, ces mesures comprennent également une baisse de 50 % des allocations de carburant et de crédit téléphonique, une obligation de payer les fournisseurs étrangers à hauteur de 70 % en monnaie locale plutôt qu'en USD et une suspension de tous les voyages à l'étranger des officiels sierra-léonais, hormis ceux jugés essentiels.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : des mesures d'exception complètent l'état d'urgence

Suite à la mise en place le 9 octobre 2016 de l'état d'urgence pour 6 mois, le gouvernement éthiopien a annoncé des mesures d'exception dont certaines concernent directement le champ économique. L'objectif est de relancer l'activité en ramenant la sécurité auprès des implantations économiques et sur les axes routiers vitaux pour le pays. Parmi ces mesures, on notera l'interdiction d'accès aux fermes, usines et institutions similaires de 18h à 6h sauf pour les personnels autorisés, et la classification des principales routes du pays, sur une largeur de 25 km à partir de la capitale, comme zones rouges. Il est encore trop tôt pour dire si ces mesures ramèneront durablement le calme.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : S&P attribue la note B+ avec une perspective « stable »

Un an après avoir émis une perspective « négative » sur le risque souverain kenyan, l'agence de notation S&P a annoncé rehausser la perspective de notation à « stable ». L'agence justifie le retrait de la perspective négative par la bonne tenue de la croissance économique, la réduction des tensions politiques et la stabilisation de la dette publique. Le déroulement dans de bonnes conditions des élections en 2017, une réduction des dépenses publiques ou une correction des déséquilibres externes pourraient motiver une hausse de la notation souveraine.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ Maurice : révision à la baisse de la prévision de croissance du FMI pour 2016

Dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, le FMI a revu à la baisse sa prévision de croissance pour Maurice en 2016, la ramenant à 3,5 % contre une prévision initiale de 3,8 %. Le FMI maintient en revanche sa prévision à 1,5 % d'inflation en 2016 et relève très légèrement celle du taux de chômage à 7,5 %. Pour 2017 et 2018, le FMI anticipe une sensible accélération de la croissance à 3,9 % accompagnée d'une remontée de l'inflation qui pourrait être comprise entre 2,1 et 2,3 %. Concernant le niveau du chômage, les prévisions sont à la baisse : 7,2 % en 2017, puis 6,9 % en 2018.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : baisse du taux directeur à 13 %**

Pour la quatrième fois consécutive cette année, la *Bank of Uganda* (BoU) a baissé son taux directeur, qui est passé de 14 % à 13 %. Selon le gouverneur de la Banque centrale, l'inflation devrait rester autour de l'objectif de 5 % au cours des 12 prochains mois, même si les risques de change et l'impact de la faible pluviométrie sur la production agricole pourraient exercer des pressions inflationnistes. Dans ce contexte d'inflation modérée, la baisse du taux directeur permettrait de soutenir l'activité. La BoU espère que les banques commerciales répercuteront cette baisse auprès de leurs clients.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : l'emprunt obligataire du Cameroun Ecmr 5,5% net 2016-2021 souscrit à hauteur de 115,43%**

Le consortium constitué par Afriland First Bank, EDC investment Corporation et Société générale du Cameroun, arrangeur de l'emprunt obligataire d'un montant initial de 150 Mds FCFA de l'Etat du Cameroun, annonce une levée totale de fonds de 173 Mds FCFA. En plus des 134,5 Mds FCFA apportés par le consortium, la Bicec apporte 12,3 Mds FCFA, la CBC 10,8 Mds FCFA, UBA 10,4 Mds FCFA et la BGFI 5 Mds FCFA. Par ailleurs, la commission des marchés publics autorise une sur-allocation de l'emprunt à l'Etat pour un montant de 165 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Standard & Poor's maintient la note du Cameroun à B/B sur les émissions de court et de le long terme**

L'agence de notation américaine relève la croissance soutenue du pays, qui se maintient en dépit de la forte chute des prix des matières premières. Elle évoque cependant la faiblesse des institutions, et le manque de transparence et de certitudes dans la gestion de la transition à la présidence de la République, mais aussi la position extérieure globale du Cameroun qui continue de se dégrader. Standard & Poor's prévoit un taux de croissance du PIB camerounais à 5,3 % en moyenne sur les 3 prochaines années.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Bénin : interdiction temporaire d'importations sur certains produits

Par une circulaire du 17 octobre 2016, l'Etat béninois porte interdiction temporaire de mise à la consommation de certains produits par voie terrestre, notamment les pâtes alimentaires, la farine de blé, le riz, les huiles végétales, les viandes et abats congelés, le lait, les boissons alcoolisées. Cette mesure est prise dans un contexte où avec la chute de la monnaie nigériane (naira), de nombreux produits nigériens arrivent sur le marché béninois à des prix plus compétitifs que ceux des produits locaux.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : nouvelle étape dans le processus de libéralisation du secteur électrique

Le conseil des ministres du 12 octobre 2016 a adopté six décrets d'application de la loi relative au code de l'électricité en Côte d'Ivoire. Ces textes visent à étendre la libéralisation du secteur, déjà effective pour la production, à la distribution et à la commercialisation qui, jusqu'à ce jour, sont assurées par la CIE (filiale du groupe français Eranove). Le gouvernement ouvre ces activités à la concurrence pour, entend-il, favoriser une meilleure gestion du secteur et une baisse notable du prix de l'électricité. Les textes précisent notamment les modalités de concession pour la production ainsi que les règles d'autoproduction, de transport, de dispatching, de distribution et de fixation des tarifs de vente.

✉ manon.villeneuve@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la NERC finalise la réglementation des mini réseaux électriques

D'après le quotidien *Punch*, ce règlement indique que les sociétés de distribution d'électricité (DISCOs) peuvent désormais utiliser les mini réseaux (*mini grids*) pour combler le retard en termes d'électrification du pays, notamment dans les zones rurales, alors que jusqu'à présent la politique gouvernementale se concentrait plutôt sur l'extension des réseaux existants. Ce texte prévoit également des incitations pour les DISCOs à développer des *mini grids*, ainsi que des tarifs reflétant des coûts, qui devront rester néanmoins inférieurs à toute fourniture d'électricité de la même qualité produite par des sources classiques dans la zone considérée.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : présentation de la stratégie de lutte contre le blanchiment de capitaux

La stratégie de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT 2016-2020) a été présentée le 13 octobre 2016. Elle repose sur cinq axes : la prévention, la détection, l'application de la loi, la coopération et le renforcement organisationnel et institutionnel. Cette stratégie sera mise en œuvre par le service de renseignement financier (SAMIFIN) en lien avec les acteurs de la lutte contre la corruption. Un projet de loi intégrant la lutte contre le financement du terrorisme et l'approche basée sur les risques recommandée par le GAFI sera bientôt présenté au parlement. Cette initiative fait suite à l'admission de Madagascar à l'*Eastern and Southern Africa Anti-Money Laundering Group*.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Bénin : coopération suisse

Dans le cadre du partenariat entre le Bénin et la Suisse, le ministre béninois des Affaires étrangères et la directrice résidente de la coopération Suisse au Bénin ont procédé, le 17 octobre 2016, à la signature de six accords de financement sur la période 2016-2019. Ces accords, dont le montant total est estimé à 33 M EUR, permettent notamment la reconduction du Fonds d'appui au développement des communes (FADEC) pour quatre ans.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina : la Banque mondiale poursuit ses engagements

La Banque mondiale s'est engagée à mettre en place un appui budgétaire renforcé de 150 M USD au Burkina Faso en 2016. L'enveloppe devrait être mise à disposition du pays en décembre prochain. La Banque mondiale mène actuellement 18 projets dans le pays qui représentent un engagement total d'1,2 Md USD. Elle mène aussi sept projets à vocation régionale d'un montant total de 164 M USD.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : la BID finance le secteur de la santé à hauteur de 56 M USD

La Guinée et la Banque islamique de développement (BID) ont signé le 17 octobre un accord de coopération dans le secteur de la santé. Cet accord signé en Arabie Saoudite par la ministre du Plan et de la Coopération internationale de Guinée et le président de la BID porte sur un financement de 56 M USD.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali – Côte d'Ivoire : la BAfD finance les travaux d'amélioration de l'axe routier Bamako-San Pedro, à hauteur de 50 M EUR

La chaîne logistique de transport sur l'axe routier Bamako (Mali) - San Pedro (Côte d'Ivoire) sera améliorée grâce à la mise en œuvre du projet d'aménagement routier sur le corridor. Le gouvernement ivoirien vient de ratifier l'accord de prêt de 33 Mds FCFA (50 M EUR) conclu en mai 2016 avec la Banque africaine de développement (BAfD) pour financer ce projet.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : don de la Turquie pour renforcer l'accès à l'eau potable

L'ambassadeur de Turquie au Niger a remis au ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement nigérien, Barmou Salifou, du matériel de forage d'eau (soudeuses, camions d'accompagnements, etc.) d'une valeur d'1,25 M USD. Ce don vise à renforcer la coopération entre les deux pays et devrait permettre au Niger d'accroître l'accès à l'eau de ses populations. La Turquie investit énormément dans le secteur de l'eau à travers l'Agence turque de coopération internationale (TIKA) qui a notamment financé la réalisation de 258 forages équipés de pompes à motricité humaine permettant d'améliorer l'accès à l'eau de 65 000 habitants dans les régions de Maradi, de Dosso, de Tillabéry et de Niamey.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Nigéria : l'Etat de Lagos va injecter 500 M USD pour le projet de logement d'Illubirin**

Selon *This Day*, le gouvernement de l'Etat de Lagos, en partenariat avec un investisseur privé, est prêt à injecter environ 500 M USD dans le projet de logement d'Illubirin à Lagos Island. Le gouverneur, Akinwunmi Ambode, a expliqué qu'environ 5 ha seraient consacrés aux loisirs et que des activités commerciales pourraient aussi s'y développer. Au plan fédéral, le Nigéria prévoit la mise en place d'un fonds de 3,3 Mds USD pour le financement de prêts immobiliers destinés aux personnes à faible revenu. Selon les chiffres de l'administration nigériane, le pays a besoin de construire environ 17 M de maisons chaque année pour loger une population en croissance constante.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : le Koweït accorde un prêt concessionnel de 24 M USD pour le secteur de l'éducation**

D'après le *Business and Financial Times*, le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe (FKDEA) a accordé un prêt de 24 M USD au Ghana pour le développement et la réhabilitation de 26 lycées. Ce projet fait partie du Plan d'éducation 2010-2020 lancé par le Ghana afin de répondre à la hausse du nombre d'étudiants dans le pays. Ce prêt va ainsi permettre de réhabiliter et de construire de nouvelles facilités, et de fournir de nouveaux outils.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : mise en place de l'*Islamic Finance Project Management***

Un bureau chargé d'élaborer un cadre réglementaire à la finance islamique au Kenya a été créé. La création d'une telle entité dessert deux objectifs. D'une part, ce bureau pourra définir le cadre d'une potentielle émission souveraine de *sukuk*, titre obligataire respectant les principes de la finance islamique. D'autre part, la promotion de la finance islamique au Kenya vient renforcer le positionnement de Nairobi comme hub financier régional. Enfin, le gouvernement kenyan a comme objectif de rejoindre l'Organisation de la coopération Islamique, et obtenir ainsi un accès aux financements de la Banque islamique de développement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ **Emirats-RDC : coopération privée dans le secteur logistique**

Le conglomérat dubaïote SS Lootah et la société de logistique Hashi Energy ont conclu un accord de 140 M USD concernant la construction et la gestion d'infrastructures de stockage de nourriture et de carburant. Dans le cadre de cet accord, Hashi Energy, qui dispose déjà de contrats de fourniture de carburant pour la Monusco, approvisionnera l'armée et les organisations non-gouvernementales.

✉ alexandre.galicier@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : projet de loi pour renforcer l'encadrement de la consommation d'alcool

Le département du Commerce et de l'Industrie (DTI) a publié le 30 septembre dernier au Journal Officiel la version finale de la politique nationale sur l'alcool après la publication d'un premier projet en mai 2015, ainsi qu'un projet d'amendement à la loi sur les boissons alcoolisées (*National Liquor Amendment Bill*). L'objectif est de mieux réglementer la vente et la consommation d'alcool afin de lutter contre l'alcoolisme.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : introduction d'une taxe obligatoire sur le blé et l'orge pour contribuer au développement de nouveaux cultivars

Le département de l'Agriculture a validé la proposition de renouvellement de la taxe obligatoire sur le blé et l'orge produits localement et importés de respectivement 10 ZAR (66 cts EUR) et 5 ZAR (33 cts) par tonne. Le département a également validé l'introduction d'une taxe obligatoire additionnelle proposée par les principales organisations professionnelles représentant la filière céréalière (*SANSOR, Grain South Africa, Agbiz grain et ARC*) pour une période de 2 ans spécifique sur le blé et l'orge produits localement de 25 ZAR par tonne (1,66 EUR) dédiés au développement de nouveaux cultivars par les entreprises semencières.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : augmentation du prix d'achat du cacao aux producteurs

Le *Ghana Cocoa Board*, l'instance de réglementation et de gestion de la filière, a relevé le prix d'achat du cacao aux producteurs à 7600 GHC (1760 EUR) la tonne pour la saison 2016-2017, contre 6800 GHC (1580 EUR) la saison précédente. Il s'agit de la deuxième hausse en 2016, le prix ayant déjà été relevé de 21,4 % en début d'année. Deuxième producteur mondial de cacao, le Ghana a vu sa production décliner en raison de mauvaises pratiques agricoles et d'un climat devenu moins favorable. La récolte 2015-2016 est estimée à 700 000 tonnes, chiffres inférieurs à l'objectif de 850 000 tonnes. Le cacao est le troisième poste d'exportation du Ghana (19,8 % soit 2,6 Mds USD en 2014), et compte pour 75 % des exportations agricoles du pays.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : prolongation de restrictions aux importations sucrières

Lors du sommet de la COMESA à Madagascar, le Kenya a obtenu de prolonger ses restrictions aux importations de sucre pour deux ans. Alors que ces restrictions devaient disparaître à la fin 2016, le pays va pouvoir prolonger ses limitations d'importations à 15 000 tonnes de sucre par mois. Le Kenya a produit 632 000 tonnes de sucre en 2015, alors que la consommation est estimée à environ 890 000 tonnes. La filière sucrière kenyane souffre d'un déficit de compétitivité, ce qui a poussé le gouvernement à adopter ces mesures protectionnistes dont il a obtenu la prolongation. Ce délai est supposé lui permettre de mener à bien le processus de restructuration du secteur qui comporte la privatisation des sucreries publiques.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ Kenya : lancement du projet laitier et agroforestier Livelihoods

Le fonds Carbone Livelihoods, dont plusieurs entreprises françaises sont contributrices (Danone, Scheider Electric, Crédit Agricole S.A., Michelin, Hermès, SAP, CDC Climat, La Poste, Firmenich et Voyageurs du Monde), a inauguré un projet laitier et agroforestier de 3,5 M EUR dans la région du Mont Elgon. Le principal levier d'action est la formation des éleveurs laitiers réunis en coopératives et en groupes : ces derniers seront formés à des pratiques d'agriculture durable par l'ONG suédoise VI Agroforestry afin d'améliorer les rendements. L'entreprise kenyane Brookside Dairy, détenue à 40 % par Danone, s'est par ailleurs engagée à s'approvisionner pendant dix ans auprès des éleveurs concernés.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ Le groupe sucrier mauricien Alteo envisage une 3^{ème} implantation en Afrique

Alteo, un des principaux groupes sucriers à Maurice, a indiqué son intention de poursuivre son expansion en Afrique en investissant dans une troisième usine. En partenariat avec le sucrier français Tereos, le groupe mauricien a déjà investi dans deux complexes sucriers sur le continent : en Tanzanie en 2011 (TPC : 110 000 tonnes / an) puis au Kenya en 2015 (Transmara Sugar Co. : 90 000 tonnes an). L'objectif du groupe est d'atteindre à moyen terme un volume de production global de 500 000 tonnes, en tenant compte des 140 000 tonnes produites à Maurice. Pour l'année budgétaire 2015/16, le chiffre d'affaires d'Alteo s'est élevé à près de 200 M EUR.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du sud : les sociétés *Khanyisa* et *Thabemetsi* sélectionnées pour la construction de centrales à charbon

Les deux projets, dans le cadre de la 1^{ère} fenêtre de soumission du programme de construction de centrales à charbon par des développeurs privés, nécessiteront 40 Mds ZAR au cours des cinq prochaines années et devraient entrer en opération commerciale respectivement en décembre 2020 et en mars 2021. Les deux sociétés ont soumis des prix inférieurs au prix de qualification (82c/kWh), avec 80c pour les 306 MW de *Khanyisa* et 79c pour les 557 MW de *Thabametsi*. La 2^{ème} fenêtre de soumission pour le reste des 2500 MW du programme est prévue pour le 3^{ème} trimestre de 2017/18.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : CGG remporte un contrat d'acquisition de données sismiques au profit de l'*Instituto Nacional de Petroleo*

Le programme de prospection de CGG, groupe français d'études géophysiques, couvrira 3 zones, *offshore* et *onshore*, et permettra de donner aux industriels des secteurs pétroliers et gaziers une estimation du potentiel des zones étudiées. Ce programme comprendra une étude sismique 3D, menée dans le delta du Zambèze (Beira) sur une zone qui pourrait totaliser jusqu'à 40 000 km², ainsi qu'une étude 2D sur plus de 6 550 km² dans le bassin de Rovuma. Une étude aéroportée de gravimétrie et magnétique sera également menée *onshore* dans le bassin sud du Mozambique.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : l'Autorité du fleuve Zambèze (ZRA) a annoncé le lancement, en février 2017, des travaux de réhabilitation du barrage de Kariba**

Les travaux de réhabilitation du barrage de Kariba, abritant la centrale hydroélectrique éponyme de 750 MW, débuteront en février 2017, pour un montant estimé à 294 M USD. L'essentiel de ces travaux se concentrera sur la refonte du bassin abimé par l'érosion, pour laquelle l'appel d'offres correspondant s'achèvera le 23 octobre. L'appel d'offres pour la 2^{ème} phase, qui vise à la réparation des 6 vannes d'évacuation de la structure, sera publié en novembre, avec une sélection en juin 2017 des soumissionnaires pour un début des travaux prévu en juillet. Les livrables sont quant à eux respectivement attendus pour 2020 et 2024.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina : inauguration de la première usine de lampes solaires du pays**

La première usine de fabrication de lampes solaires a été inaugurée le 13 octobre à Dédougou (265 kms à l'ouest d'Ouagadougou), sous le parrainage de l'ambassadeur de France. Cette usine, dénommée Lagazel BF est adossée à une entreprise familiale spécialisée dans la transformation de métaux basée à Saint-Galmier. Cette dernière fournit les matières premières (cartes électroniques, pièces métalliques, caoutchouc) à Lagazel BF pour la fabrication à Dédougou de lampes solaires certifiées dans le cadre du programme *Lighting Africa* de la Banque mondiale. L'usine Lagazel BF, qui emploie une vingtaine de cadres et d'ouvriers burkinabès, produit chaque semaine 1 500 lampes solaires et compte atteindre un million d'ici 2020.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : lancement des travaux de génie civil dans la mine d'or de Yanfolila**

La société canadienne Hummingbird Resources a commencé les travaux de génie civil du projet aurifère Yanfolila au Mali. Ces travaux ont été confiés à la société française Imagri, spécialisée dans la réalisation d'infrastructures minières et industrielles. L'arpentage initial, la définition et l'excavation de tranchées ont déjà commencé sur le site. Le coulage du béton devrait intervenir avant fin octobre 2016. La production d'or devrait commencer avant la fin de l'année prochaine.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : nouveau projet d'extraction d'or à Tijirit**

Le directeur du groupe canadien Algold Resources, Yahya Ould Cheikh, a confirmé le lancement d'un nouveau projet d'extraction d'or dans la zone de Tijirit. Le gisement devrait être mis en exploitation dans 18 mois et pour une durée de 8 à 10 ans, en partenariat avec Cadsine Mineral. L'énergie solaire est l'approche privilégiée par AR pour l'exploitation de cette mine. L'Etat a par ailleurs demandé à Algold Resources une étude préalable sur l'impact environnemental de son activité.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : conférence internationale sur les ressources minières (Mauritanides 2016)**

Le Premier ministre mauritanien, Yahya Ould Hademine, a ouvert à Nouakchott les travaux de la 4^{ème} édition des Mauritanides sur le thème « Mauritanie : un sous-sol riche et inexploré ». Cet événement, qui a lieu tous les deux ans, vise à promouvoir la croissance des secteurs pétrolier et minier. 59 opérateurs miniers exercent dans le pays. 15 permis d'exploitation, 100 permis de recherche, 100 permis d'exploitation de carrière et 6000 permis de prospection et de collecte de minéraux ont été à ce jour octroyés.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Kosmos Energy signe un nouveau contrat d'exploration - production**

Le ministre du Pétrole, de l'Energie et des Mines et le PDG de la filiale mauritanienne de l'entreprise américaine Kosmos Energy, ont signé un nouveau contrat d'exploration-production sur le bloc C-6 (offshore profond). Pour mémoire, Kosmos Energy est liée à l'Etat mauritanien par trois autres contrats d'exploration-production. Ses récents travaux ont mis en évidence d'importantes découvertes de gaz offshore à la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : deuxième rapport de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE)**

Depuis 2013, le Sénégal a le statut de pays candidat à l'ITIE. Cette initiative vise à améliorer la gouvernance du secteur extractif en confrontant les déclarations des versements des entreprises à l'Etat avec les déclarations des recettes de l'Etat. Le deuxième rapport publié le 16 octobre 2016 précise qu'en 2014, le secteur extractif a représenté 1,4 % du PIB (soit 118 Mds FCFA dont 12 Mds au titre des hydrocarbures), 0,2 % de l'emploi et 23 % des exportations.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : investissement de 2,5 Mds USD dans le secteur énergétique par une entreprise malaisienne**

La société malaisienne Bionas a lancé un investissement de 2,5 Mds USD au Nigéria dans la production de bio-carburant et d'énergie par transformation de déchets en sélectionnant ce pays comme plateforme régionale africaine. La PDG du groupe, Zurina Amnan, a précisé que Bionas participera notamment à la formation de la main d'œuvre locale pour développer la culture de jatropha (arbuste des régions semi-arides qui produit une huile aux propriétés comparables à celles du diesel). Cette nouvelle intervient alors que s'est tenue à Abuja le week-end dernier une rencontre organisée par le ministère de l'Environnement sur le rôle du jatropha dans la diversification économique.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : du charbon propre pour les ménages

À la mi-octobre sortiront des usines construites au sud du Tchad près de Moundou, des briquettes de charbon fabriquées à base de coques de graines de coton mélangées à de l'amidon de manioc. Ce charbon que les promoteurs ambitionnent de substituer au charbon de bois sera vendu dans un premier temps à Moundou et à N'Djaména. Le nom commercial de ce charbon est *faam*, charbon en arabe tchadien. Initiée par deux ingénieurs tchadiens travaillant dans le pétrole, l'unité de production, qui a coûté 300 M FCFA (450 000 EUR) a une capacité de 60 tonnes par jour et vise à aider le pays à sortir de la dépendance au charbon de bois, officiellement interdit, mais surtout convertir les acteurs de la filière charbon de bois en acteurs d'une économie verte.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Ethiopie : création d'une nouvelle entreprise publique pétrolière

Le gouvernement éthiopien a annoncé la création d'une nouvelle entreprise publique, l'*Ethiopian Minerals, Petroleum and Bio-Fuel Corporation*, qui aura pour mandat : (i) l'exploration, le développement, et le commerce de produits pétroliers, (ii) la prospection et le développement minier, (iii) le développement des bio-carburants. Elle sera dotée d'un capital de 600 M EUR (15 Mds ETB).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : AMS et Armadale s'allient sur le projet aurifère de Mpokoto

Le fonds d'investissement Armadale Capital et la compagnie sud-africaine *Africa Mining Service* (AMS) ont conclu un protocole d'accord pour former une joint-venture afin de développer et exploiter le projet de mine d'or de Mpokoto (Lualaba). La JV se fera via la filiale d'Armadale, Kisenge Ltd., qui détient 80 % du projet, les 20 % restant appartenant au gouvernement congolais. AMS acquerrait 25 % des parts d'Armadale, avec une possibilité de porter sa participation à 85 %. Pour des réserves estimées à 678 000 onces d'or, la première phase du projet assurerait une production de 24 900 onces par an pendant 4 ans (la production déclarée de la RDC en 2015 étant d'environ 910 000 onces).

✉ alexandre.galicier@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Mali : inauguration de la station compacte d'eau de Kabala

Le Président malien, Ibrahim Boubacar Keita, a inauguré le 17 octobre 2016, la station compacte de production d'eau potable de Kalabancoro. Cette plateforme permettra de fournir de l'eau potable à environ 300 000 habitants des zones de la périphérie de Bamako, comme Kalabancoro, Tiebani et Kalabancoura. D'un coût total de 15 M EUR, le projet a été financé par la Banque islamique de développement et l'État malien. Les travaux ont été réalisés par l'entreprise malienne *Builders Diawara Solar*, en partenariat avec la société française Dégremont. La capacité de production de la station est estimée à 18,5 M de litres d'eau par jour.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : *Transnet National Ports Authority* reçoit son quatrième remorqueur

La réception d'un nouveau remorqueur a eu lieu le 20 septembre 2016 à Durban. Ce dernier va opérer depuis le port de Saldanha. Neuf remorqueurs au total vont être livrés à TNPA dont la flotte va être considérablement modernisée.

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ Emirates songe à réduire la voilure en Afrique

Tim Clark, le président du transporteur aérien, a annoncé que la compagnie dubaïote, confrontée au ralentissement des économies des pays africains qu'elle dessert, allait réduire la fréquence de ses vols à destination de l'Afrique. Emirates rencontre ainsi des difficultés au Nigeria, entré officiellement en récession en septembre dernier et le vol quotidien qu'assure la compagnie vers Abuja doit désormais faire un arrêt à Accra, au Ghana, pour se ravitailler. Autre conséquence : il n'y a désormais plus qu'un vol quotidien à destination de Lagos et Abuja, contre deux auparavant. Emirates, qui assure 370 vols par semaine entre Dubaï et 22 destinations du continent, prévoyait pourtant en 2014 de renforcer de 40 % son offre vers l'Afrique d'ici 2024.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Comores : un nouveau réseau de fibre optique pour le développement de l'économie numérique

Alors que les travaux terrestres ont débuté il y a plusieurs mois sur les trois îles, *Comores Telecom* a annoncé le 14 octobre que l'installation d'un câble sous-marin par le Groupe *Etisalat* (Emirats Arabes Unis) était en cours et qu'elle allait permettre le désenclavement numérique du pays. Alors que les Comores sont déjà reliées par le câble Eassy, le développement de la demande et la sécurisation du réseau nécessitaient cette nouvelle connexion, connexion financée par un prêt d'*Exim Bank of China* (30 MUSD). Aucun calendrier n'a cependant été exposé.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : des assises du numérique pour dresser un état des lieux

Le ministre congolais en charge de l'Economie numérique, Benoît Bati, a annoncé la tenue des assises du numérique prévues fin novembre. Elles traduisent la volonté politique du gouvernement de mettre en place l'ensemble de la chaîne de valeurs, de la transmission du savoir à l'équipement, en passant par l'utilisation des outils numériques appropriés et le renforcement de l'offre de formation, dans un pays où le taux d'utilisation ne dépasse pas 15 %. Des efforts sont déjà visibles : création d'une grande école du numérique le 17/10, installation de la fibre optique mais des défis restent, notamment l'élaboration d'un cadre juridique et l'électrification des zones rurales.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : Total et Bolloré dans le consortium de construction d'un dépôt de stockage de produits pétroliers et d'extension du pipeline reliant la région Sud et la région Centre

Le gouvernement ivoirien a conclu avec un consortium composé entre autres de Total, Bolloré, Vivo Energy, Puma Energy, Agility, Petro-Ivoire, Oil Libya, Petroci et l'Etat du Mali, pour (i) la construction d'un dépôt de stockage de produits pétroliers d'une capacité de 1,5 M de m³ et (ii) la rénovation du pipeline du Nord entre Yamoussoukro et Bouaké et son extension entre Bouaké et Ferkessédougou. Le montant global des investissements est estimé à 870 M EUR.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ L'Allemand Merck ouvre une filiale régionale à Abidjan

Le groupe allemand Merck, spécialisé dans la pharmacie et la chimie, vient d'ouvrir à Abidjan une filiale qui couvrira ses opérations dans 17 pays francophones d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale. A l'occasion de la cérémonie d'inauguration officielle de cette filiale, tenue le 17 octobre dernier en présence de la ministre ivoirienne de la Santé, Merck a offert à la Côte d'Ivoire deux mini-laboratoires, pour soutenir le pays dans sa lutte contre les médicaments contrefaits. Environ 120 personnes devraient travailler dans cette filiale régionale.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : le Français Clemessy obtient le contrat de construction de la centrale solaire de Nouakchott

La société française Clemessy vient de se voir attribuer le marché de construction d'une centrale solaire photovoltaïque à Nouakchott. Elle sera associée à l'Allemand Krinner pour la réalisation des travaux. Le montant de l'offre retenue est d'environ 14,5 M EUR.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ LafargeHolcim Maroc Afrique se déploie au Bénin et au Cameroun

La filiale détenue à parts égales par le cimentier français LafargeHolcim, et le holding royal marocain Société nationale d'investissement (SNI) poursuit son expansion sur le continent en s'emparant de 50 % du capital de SCB Lafarge au Bénin et 54,74 % de Cimencam, au Cameroun. Cette double opération intervient après la prise de contrôle en juillet dernier de l'ivoirien Socimat (1 M de tonnes) par LafargeHolcim, et s'inscrit dans la stratégie d'expansion de la nouvelle co-entreprise qui vise les marchés d'Afrique subsaharienne francophone. Les prochaines acquisitions pourraient concerner le Burkina Faso, le Gabon, le Mali, la Mauritanie, la République démocratique du Congo (RDC), le Congo et le Sénégal.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Cameroun : 23 entreprises locales autorisées à exporter en franchise de douane dans la zone CEEAC**

Parmi elles, on retrouve, les brasseries du Cameroun, Camlait, Nestlé Cameroun, la Société camerounaise de savonnerie, OK Foods, Biopharma, les Huileries alimentaires du Cameroun, la Société industrielle de cellulose, Sources du pays, Bio Tropical. Les règles d'origine pour les exportations en zone CEEAC prévoient le tarif préférentiel pour les produits fabriqués avec des matières premières et consommables, entièrement ou partiellement d'origine étrangère, mais dégageant une valeur ajoutée communautaire minimum de 30 % du prix de revient de sortie d'usine hors taxe. Sont aussi éligibles, les produits manufacturés avec au moins 40 % de matières premières originaires des Etats de la CEEAC.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : les crédits de la Société générale aux entreprises camerounaises en progression de 17 % en 2015**

L'encours des crédits octroyés par la filiale camerounaise de la Société Générale a atteint 553 Mds FCFA en 2015, en hausse de 13 %. La part des crédits octroyés aux entreprises locales reste faible à 10,6 % (59 Mds FCFA), mais progresse de 17 % par rapport à l'année dernière.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Les 10 start-up que la France veut mettre à l'honneur au sommet Afrique-France de Bamako

L'AFD et la Banque publique d'investissement française (Bpifrance) vont financer 10 start-up à l'occasion du concours *Startup Challenge Digital Africa*. Les candidats ont jusqu'au 15 novembre pour s'inscrire sur la plateforme *Digital Africa* et concourir dans quatre secteurs: innovation dans les services financiers, santé, agriculture ou environnement et énergie. L'AFD sélectionnera quatre start-up africaines qu'elle aidera à hauteur de 30 000 EUR par lauréat. Bpifrance aidera quatre autres start-up, françaises, à développer leur réseau sur le continent africain, pour 10 000 EUR. Deux start-up seront enfin choisies grâce au vote du public. Les 10 lauréats participeront au 27^{ème} Sommet Afrique-France à Bamako en janvier 2017.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

